

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 13/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

AUBERT ET DUVAL

BP 141
42700 Firminy

Références : UID4243-EAR-024-004-RAP
Code AIOT : 0006103348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement AUBERT ET DUVAL implanté Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy. L'inspection a été annoncée le 05/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La dernière inspection du site a été réalisée en 2022 (cf. rapport d'inspection UID4243-EAR-23-182 du 12/12/2022). L'inspection de décembre 2023 est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT ET DUVAL
- Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy
- Code AIOT : 0006103348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Aubert et Duval de Firminy réparti sur 20 ha appartient au groupe Groupe ERAMET (extraction valorisation des métaux - alliages de haute performance – 13 000 collaborateurs – 20 pays - 36 sites miniers).

Ce site de Firminy comprend 160 collaborateurs dont les activités de forge sont destinées aux usages : outillages, défense terrestre, nucléaire militaire et civil, aéronautique.

La production à des fins militaires (« camion équipé d'un système d'artillerie » - CAESAR) est

relancée depuis 2022.

L'activité de l'aciérie est arrêtée depuis 2018 ; la réception de lingots s'opère depuis le site LES ANCIZES-COMPS (63) où l'activité a été transférée.

Le site comprend :

- une presse de 4500 t avec manipulateur 50 t ;
- pour le traitement thermique, 11 fours horizontaux et 2 fours verticaux ;
- pour la trempe, 2 bâches horizontales (eau et huile) et 1 bêche à eau verticale ;
- 2 presses de finition ;
- pour le travail mécanique : 8 tours parallèles dont 5 jusqu'à 22 m de long.

En termes d'actualités :

- une cession de terrain au Nord du site est à l'étude avec SEM (tiers-demandeur) dans le cadre du projet de réhabilitation du site APERAM (aménagement d'une zone d'activité) ;

- l'année 2023 a été marquée notamment par :

* une absence d'incident particulier sur le site (pas de remontée à la DREAL au cours de l'exercice 2023 à la date de l'inspection ; complément par dire d'exploitant) ;

* une attaque (hors périmètre) dans la nuit du 19/11 au 20/11, en cours d'instruction judiciaire qui a porté sur le sciage du pylône d'alimentation électrique de 225 kV du site. Le PIU a été activé. L'anticipation des coupures avec ENEDIS a permis de ne pas générer de casse de l'outil de production, ni de rejet accidentel induit ; la mise en place de groupes électrogènes a notamment permis de maintenir le fonctionnement des équipements de prise en charge et de traitement des eaux du site (STEP ; pompes des tranchées drainantes).

La date de retour d'exploitation à partir du pylône 225kV n'est pas connue ; le site fonctionne par sécurisation *via* un pylône de 63kV.

La reprise des cadencements de production est prévue pour février 2024.

* un contrôle inopiné des rejets atmosphériques (voir constat n°3)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets de TAR ;
- Rejets atmosphériques ;
- Tranchées drainantes (dispositions générales, boues et principaux polluants ;
- Suivi des eaux souterraines ;
- Galerie minière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique hors fiches de constats

Hors synthèse des points de contrôle, il peut être précisé que l'exploitant :

- étudiera en 2024 la possibilité de remplacement des TAR actuelles par des systèmes adiabatiques ;
- envisage l'intervention d'un chef de projet aux fins d'évacuation de pièces stockées sur différentes aires du site, de démantèlement et d'évacuation d'équipements de l'aciérie et de la zone d'expédition,
- régularisera début 2024 l'évacuation d'une seconde moitié du stock de copeaux métalliques (difficulté de filière de valorisation).

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux de Tours Aéro-Réfrigérantes	AP Complémentaire du 23/10/2017, article 2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Tranchées drainantes / principaux polluants	AP Complémentaire du 23/10/2017, article 4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Tranchées drainantes / boues	AP Complémentaire du 23/10/2017, article 4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Aciérie / cessation	Code de l'environnement du 21/12/2023, article R. 512-39-1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Galerie minière et rejet industriel	Code de l'environnement du 21/12/2023, article L.512-20	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Tranchées drainantes / dispositions générales	AP Complémentaire du 23/10/2017, article 4	Sans objet
10	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 23/10/2017, article 3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bâche de trempe à huile	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.2	Sans objet
4	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 23/10/2017, article 3, dernier alinéa	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- les objets relevant d'une lettre de suite préfectorale sous 3 mois concernent les rejets de TAR, les rejets atmosphériques, les tranchées drainantes et les suites de cessation de l'aciérie.
- une inspection sera dédiée en 2024 au sujet de la galerie minière, diligentée par le siège de la DREAL – Pôle 4S - Après-mines (demande de transmission des documents produits sous 1 mois).

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux de Tours Aéro-Réfrigérantes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux industrielles / Biocides
Prescription contrôlée : Article définissant les rejets en eaux industrielles, les paramètres analysés et la fréquence des analyses à réaliser. Par ailleurs, l'AMPG 2910 E. du 14/12/2013 (art. 39) prévoit : " I [...] Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel." -> cf. tableau de l'article 38 prévoyant notamment suivi des THM et AOX. "II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, notamment au regard des biocides utilisés, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs limites de concentration auxquelles elles seront rejetées."
Constats : L'observation du point de contrôle n°4 du rapport d'inspection du 12/12/2022 n° UID4243-EAR-23-182 mentionnait la nécessité sous 3 mois de suivre les rejets spécifiques des TAR avant dilution dans les flux traités par la STEP dans un délai de trois mois. L'industriel indique, dans son courrier en réponse du 29/05/2023, suivre effectivement à la demande de l'inspection les paramètres AOX et THM depuis 2021. Les rapports d'analyse fournis portent mention d'analyses sur ces paramètres avec des points de prélèvements au niveau des différentes TAR du site. Les non-conformités suivantes sont relevées entre 2021, 2022 et 2023. 2021-02 Rejet TAR AetD firminy 1048061571 / Référence rapport : 797473 10480615 007 001 001 TAR TTH Huile : AOX 1.6 mg/l Non Conforme (VLE 1 mg/l) 2021-04 Rejet TAR A&D Firminy 1048061572 rev1 / Référence rapport : 797473 10480615 007 002 001 rev1 TAR FORGE : Zinc et ses composés 2,22 mg/l Non Conforme (VLE 2 mg/l) TAR TTH Huile : AOX 1.7 mg/l Non Conforme (VLE 1 mg/l) TTH Eau : Fer et ses composés 8,2 mg/l Non Conforme (VLE 5 mg/l) 2021-07 Rapport A&D rejet TAR / Référence rapport : 797473 10480615 007 003 001 TAR TTH Eau : Fer et ses composés 8.1 mg/l Non Conforme (VLE 5 mg/l) 2021-10 Rapport A&D rejet TAR / Référence rapport : 797473 10480615 007 004 001 TAR TTH Eau : Fer et ses composés 6.1 mg/l Non Conforme (VLE 5 mg/l) 2022-02 Rejet TAR AetD firminy 13330880 7 1 / Référence rapport : 797473 13330880 007 001 001 TAR FORGE : Zinc et ses composés 2.520 mg/l Non Conforme (VLE 2 mg/l) TAR TTH Huile : Zinc et ses composés 2.740 mg/l Non Conforme (VLE 2 mg/l) TAR TTH Eau : Fer et ses composés 6.7 mg/l Non Conforme (VLE 5 mg/l) 2022-04 Rejet TAR AetD firminy 13330880 7 2 / Référence rapport : 797473 13330880 007 002 001 TAR TTH Eau : Fer et ses composés 6.1 mg/l Non Conforme (VLE 5 mg/l) 2022-07 Rapport A&D rejet TAR / réf. rapport 797473 13330880 007 003 001 TAR TTH Eau : Fer et ses composés 10 mg/l Non Conforme (VLE 5 mg/l) 2022-10 Rapport A&D rejet TAR Pas de non conformité 2023-03 Rapport A&D rejet TAR

TAR TTH Huile : AOX 1.8 mg/l Non Conforme (VLE 1 mg/l)
2023-04 Rapport A&D rejet TAR
TAR TTH Huile : Zinc et ses composés 3.120 mg/l Non Conforme (VLE 2 mg/l)
L'exploitant met en place les modifications d'exploitation nécessaires au rétablissement de la conformité des rejets des TAR sur les paramètres pour lesquels la VLE en concentration n'est pas respectée ; un point d'attention est notamment souligné sur le paramètre AOX de la TAR TTH Huile.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bâche de trempe à huile

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Rubrique : 2561 <i>"Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/Nm3 dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3. Les valeurs limites d'émission, exprimées en concentration, se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés.</i> <i>a) Poussières</i> <i>- Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm3 de poussières.</i> <i>- Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm3 de poussières.</i> <i>b) Point de rejet</i> <i>Le point de rejet dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. L'exploitant est dispensé de cette obligation si le système de captage et d'épuration garantit l'absence de nuisance pour les riverains."</i>
Constats : La transmission d'une synthèse des analyses réalisées entre 2019 et 2022 rend compte de la conformité des résultats sur les paramètres poussières, NOx et COV Totaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse à l'émission des flux canalisés
Prescription contrôlée : Article 57 de l'arrêté du 2 février 1998 La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.
Constats : La synthèse des résultats transmis (cf. précédent point de contrôle) comprend des résultats de mesures de vitesses à l'émission : - systématiquement non conformes pour les fours de TTH ; - une non-conformité sur 4 résultats pour les fours de forge.

<p>L'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les installations ne fonctionnent pas en marche continue maximale, mais par régulation (en fonction des besoins de production) ; - d'autres sites du groupe sont confrontés à la même non-conformité relevée par l'inspection ; - la marche maximale est réelle moins de 20% du temps ; - ce fonctionnement en régulation permet des gains à l'émissions de GES ; - le risque de dérive des vitesses à l'émission est très peu probable étant donnée l'attention portée au niveau du process sur le suivi des températures dans les fours ; - le site a été équipé pour disposer des mesures de consommation en combustibles et énergie . <p>L'inspection demande en conséquence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en conformité des différents points des rejets sous 3 mois avec ou sans modification des installations ; - les rapports d'analyses devront <ul style="list-style-type: none"> 1/ préciser particulièrement les conditions de mesure (contextualiser les circonstances de production/charge) ; 2/ être commentés par l'exploitant au regard des consommations en combustibles et énergie. <p>Ces deux points sont à intégrer dans les cahiers des charges pour les prélèvements à réaliser par les prestataires externes et dans les procédures internes au site.</p> <p>L'impossibilité de mise en conformité des vitesses d'éjection doit être, le cas échéant, démontrée par une étude technico-économique à soumettre à l'inspection. Une évaluation quantitative du risque sanitaire, basée sur étude de dispersion des émissions polluantes, pourra alors être prescrite à l'exploitant pour s'assurer de l'acceptabilité du risque pour les riverains du site.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>
--

N° 4 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2017, article 3, dernier alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection des installations classées peut, à tout moment demander la réalisation de prélèvement. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de contrôle n°2 de l'inspection de 2020 constate que <i>"la surveillance des eaux souterraine réalisée les 7 et 8 juillet 2020 ne prend pas en compte l'ensemble de ces substances et aucune demande d'allègement n'a été transmise à l'inspection."</i></p> <p>L'inspection a alors demandé à l'exploitant de <i>"prendre les dispositions nécessaires pour que la prochaine campagne de surveillance des eaux souterraines (1er semestre 2021) porte sur l'ensemble des paramètres demandés dans le courriel du 18 janvier 2019 (article 3 de l'APC du 23/10/2017 et ex article 4 de l'APC du 09/02/2010)".</i></p> <p>L'exploitant indique que le changement a été opéré dans le cahier des charges du 25/11/2020 pour prendre en compte les deux arrêtés. Ces modifications sont mises en place et opérationnelles depuis janvier 2021, avec comme ajout :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chloroforme, DCM, THM, Bromures, Dichloromonobromométhane, As et composés, Pb et composés. - Code SANDRE. <p>La comparaison documentaire entre 2020 et 2021 lors de l'inspection rend compte de l'augmentation du nombre de paramètres mesurés (41 maintenant contre 32 précédemment).</p>

Observations : L'exploitant : - rend compte des paramètres supplémentaires recherchés, en plus des 7 précédemment listés ; - transmet une version du cahier des charges avec modifications apparentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tranchées drainantes / dispositions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2017, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Cote, bilan et conditions d'exploitation.
Prescription contrôlée : Arrêté n°412-DDPP-17 du 23/10/2017 portant prescription complémentaire : En particulier: — la tranchée drainante au droit de l'atelier d'usinage est équipée de trois pompes immergées, assurant une capacité maximale de pompage de 108 m3/j, — la tranchée drainante au droit de l'atelier de traitement thermique est équipée de trois pompes immergées, assurant une capacité maximale de pompage de 108 m3/j. Ces barrières de confinement permettent de contenir les eaux polluées sous le site afin de limiter l'impact en aval hydraulique du site. La cote de rabattement de la nappe retenue doit se situer à 50 centimètres sous le niveau du fond de l'Ondaine, de manière à ce que la nappe s'écoulant vers l'Ondaine soit intégralement interceptée par ces tranchées drainantes. Le rabattement sera maintenu dans ces deux ouvrages a minima jusqu'à ce qu' les eaux pompées respectent les limites de rejets dans l'Ondaine définies à l'article 2 —Rejets aqueux du présent arrêté. Cette conformité devra être constatée sur au moins trois analyses consécutives et devra faire l'objet d'un rapport argumenté transmis à l'inspection des installations classées avant tout arrêt du rabattement. Les rondes définies dans les autres dispositions du présent arrêté devront être maintenues a minima une année supplémentaire à compter de l'arrêt du rabattement.
Constats : L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none"> - le système privilégié est l'utilisation de pompes pneumatiques permettant d'éviter le phénomène de marnage. Cependant, après vérification in situ, la tranchée de l'aciérie est de type "vide-cave". - le service Maintenance opère une vérification préventive annuelle des pompes ; - en l'absence d'approvisionnement en énergie, le PIU du site prévoit la location de groupes électrogène pour assurer la continuité de fonctionnement. Ce mode de est activé au moins une fois par an (opération de maintenance estivale du site). L'inspection demande de préciser les asservissements permettant de garantir la cote de rabattement de la nappe , en dehors du traitement thermique (démonstration des modalités effectivement mises en place réalisée <i>pendant l'inspection</i>).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Tranchées drainantes/ principaux polluants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2017, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan sur les principaux polluants / toutes tranchées.
Prescription contrôlée : Arrêté n°412-DDPP-17 du 23/10/2017 portant prescription complémentaire : Transmission et analyse des résultats de la surveillance des eaux issues de la pompe de rabattement et des eaux pompées au niveau des tranchées drainantes des ateliers usinage, traitement thermique et dépoussiéreur aciérie. Les résultats de la surveillance des eaux issues de la pompe de rabattement et des eaux pompées au niveau des tranchées drainantes des ateliers usinage, traitement thermique et dépoussiéreur aciérie réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidafi) Les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines ou des eaux de surface, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. En cas de constat de dérive avérée d'un des paramètres de suivi dans la nappe ou dans l'Ondaine et qui peut être corrélé avec les activités du site (actuelles ou historiques), l'exploitant, sur demande de l'inspection, réalisera une étude visant à s'assurer de la comptabilité des usages avec les milieux hors de l'emprise du site. Il étudiera les solutions techniques via un bilan coûts-avantages visant à s'assurer de la maîtrise des sources de pollution et/ou de la maîtrise des impacts du site sur l'environnement Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines ou superficielles sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté. [...]
Constats : Une observation formulée dans le rapport d'inspection du 2 novembre 2020 n°UID4243-EAR-020-520confirme " <i>la demande d'un bilan de l'évolution des principaux polluants émis sur l'ensemble des tranchées drainantes.</i> " dans un délai de trois mois. A date de l'inspection, ce bilan n'est toujours pas produit. L'exploitant indique faire face à une difficulté technique d'application, car la réalisation d'un bilan massique est possible pour l'usinage mais pas pour les autres tranchées drainantes. Ces dernières doivent faire l'objet d'un bilan par calcul (flux ; débit) alors que les laboratoires ne sont pas capables de distinguer les HC dissous des flottants. Il est attendu de l'exploitant de ré-étudier la demande de l'inspection pour l'établissement d'un bilan quadriennal. Si les flux ne peuvent être calculés, un bilan commenté de l'évolution des concentrations en polluants pourra se substituer au bilan massique. Le bilan attendu depuis 2020 est à produire dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Tranchées drainantes/ boues

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2017, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan des quantités d'hydrocarbures extraites
Prescription contrôlée : Arrêté n°412-DDPP-17 du 23/10/2017 portant prescription complémentaire : [...] Les eaux huileuses pompées dans ces deux ouvrages sont rejetées dans le réseau d'eaux industrielles de l'établissement, puis traitées grâce à un dispositif de traitement avant rejet dans l'Ondaine. L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection le bilan des quantités d'hydrocarbures extraites par les tranchées drainantes (flux massiques, concentrations, etc.). [...]
Constats : Le point de contrôle 1 (§ II.1-e) du rapport d'inspection du 2 novembre 2020 n°UID4243-EAR-020-520 demandait : " <i>l'exploitant devra transmettre sous 3 mois à l'inspection l'évolution du tonnage des boues collectées au niveau du séparateur d'hydrocarbure (STEP) au cours des trois dernières années. Une estimation de la part issue des 3 tranchées drainantes est attendue</i> ". Il est rappelé que " <i>l'exploitant n'a pas transmis de dossier justifiant la demande de modification de cette prescription</i> ." A la date de l'inspection, ce bilan n'étant toujours pas fourni, il en est attendu la production sous 3 mois avant application des articles L. 171-7 et suivants du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Aciérie / cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/12/2023, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Abrogation de l'AP du 25/03/2015
Prescription contrôlée : - R512-39-1 CE I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39. - R512-39-3 CE relatif au mémoire de réhabilitation

Constats :

Le point de contrôle n°9 de l'inspection du 12/12/2022 faisant l'objet d'une lettre de suite préfectorale, assortie d'un délai de 3 mois, constatait que :

- l'arrêt de l'activité d'aciérie a eu lieu début 2018 ;
- cette surface du site est amenée à accueillir une zone d'expéditions. Par ailleurs, l'actuelle zone d'expéditions devrait être cédée à SEM (projet de réhabilitation du site APERAM ; création d'accès pour ZI) en tant que tiers demandeur.

La lettre d'intention de SEM transmise par l'exploitant date du 20/01/2023.

Rappelant que le supplément de délai de 3 mois demandé dans le courrier à l'inspection du 29/05/2023 (reçu le 03/07/2023) est largement dépassés, l'exploitant indique :

- pas d'autre échange depuis avec SEM ;
- le commanditaire des mémoires de réhabilitation est bien AetD et non SEM ;
- le 1^{er} mémoire relatif à la zone d'expédition est en cours de relecture par exploitant ; le retour au BE sera réalisé début 2024. Sa version finale est attendue pour le 1^{er} trimestre 2024.
- le 2^{ème} mémoire relatif à l'aciérie est en cours de rédaction.

Les deux mémoires de réhabilitation sont à adresser à l'inspection sous 3 mois.

Observation :

L'inspection instruira le 1^{er} mémoire de la zone d'expédition, selon les circonstances, soit au titre du R. 512-39 du code de l'environnement, soit au titre des suites de la procédure relative à une demande de « tiers demandeur ».

Le second mémoire, gardé par l'exploitant, sera instruit ultérieurement, et au plus tard lors de la cessation totale d'activité du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Galerie minière et rejet industriel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/12/2023, article L.512-20

Thème(s) : Risques chroniques, Galerie minière - curage de boues (intervention DPSM)

Prescription contrôlée :

En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.

Les demandes précédemment formulées dans les constats 4 du rapport UID4243-EAR-020-520 d'inspection du 2 novembre 2020, avec un retour alors attendu sous 3 mois, les attentes suivantes sont rappelées telles que :

"Afin dans un premier temps de comprendre l'origine du Molybdène, du Nickel et de l'Antimoine observés dans les prélèvements de boues d'origine minière effectués aux points topo 24 et 5, il est demandé à l'exploitant de :

- préciser les rejets d'eaux industrielles/pluviales/abattement de nappes... qui sont ou qui ont pu être rejetées par le passé dans cette galerie minière utilisée en tant que galerie des eaux pluviales par l'industriel. Préciser leur origine, les sources potentielles de pollution (substances et motivations), les éventuelles modifications d'exploitation.*
- localiser sur la carte déjà transmise par la DREAL les différents points de rejet en précisant l'origine de cette eau.*
- réaliser des analyses pour rechercher le Molybdène, le Nickel et l'Antimoine à minima :*

- sur le rejet d'eau du site arrivant en plafond de la galerie, en aval immédiat (environ 10 m) du regard R2 (cf. plan déjà fourni)
- sur la nappe prélevée en rabattement et aboutissant au rejet visé.
- sur tout autre point jugé utile par l'exploitant suite à ces investigations (autres sources de rejets...).

Une analyse (historique notamment) des données de surveillance des eaux souterraines de la nappe concernée permettrait d'apporter des éléments complémentaires pour comprendre l'origine de ces substances.

Un rapport complet de ces investigations est à fournir à l'inspection sous 3 mois à compter de la réception de ce rapport."

Constats :

En suite du point de contrôle de l'inspection précédente du 12/12/2022 assortie d'un délai de 1 mois par lettre de suite préfectorale concernant le curage des boues le galerie minière, l'exploitant indique les éléments suivants par courrier du 29/05/2023 :

* Les eaux qui ont pu être rejetées dans le passé sont

"les eaux pluviales qui se sont écoulées sur le toit de l'aciérie (ce qui est toujours le cas aujourd'hui) les eaux pluviales qui se sont écoulées sur le toit de l'usinage (ce qui est toujours le cas aujourd'hui) les eaux de rabattement de la nappe afin de protéger l'ASV (arrêté aujourd'hui) et la fosse du four 40 tonnes (en fonctionnement) potentiellement des eaux de dysfonctionnement de l'usine lorsque l'aciérie fonctionnait (plus d'utilisation de l'eau dans le secteur aujourd'hui) les eaux de purges et de vidanges des deux TAR de l'aciérie (TAR << Bassin du centre >> et TAR << Aciérie »)

Nous avons réalisé des analyses de l'eau et des boues par la société Bureau Veritas. Nous avons prélevé des échantillons dans les regards accessibles:

- le point 1 dans le rapport de Bureau Veritas correspond au regard 3 sur le plan de CORDATA
- le point 2 dans le rapport de Bureau Veritas correspond au regard 2 sur le plan de CORDATA
- le point 3 dans le rapport de Bureau Veritas correspond au regard 1 sur le plan de CORDATA

Ces analyses montrent:

*dans l'eau

- des concentrations partout non-quantifiables pour l'antimoine,
- des concentrations très faibles (de l'ordre de la dizaine de microgrammes par litres) pour le molybdène et le nickel: concentrations plus d'un ordre de grandeur inférieures aux VLE prescrites pour ces métaux par l'APC du 23/10/2017:

*dans les boues:

- des concentrations fluctuantes pour l'antimoine (minimale pour le point intermédiaire et plus élevées pour les points amont et aval), métal qui n'était pas industriellement mis en œuvre par Aubert & Duval (ce métal n'est pas un élément d'alliages pour les aciers qui étaient élaborés par l'ancienne aciérie: il s'agit même d'un indésirable vis-à-vis de la qualité des aciers spéciaux élaborés, dont la présence était refusée dans les matières premières):

- des concentrations croissantes de l'amont vers l'aval pour le molybdène et le nickel, qui étaient des éléments d'alliages des aciers spéciaux élaborés par l'ancienne aciérie.

Il est donc probable que la présence de molybdène et de nickel dans les boues ayant sédimenté dans la portion de galerie minière cheminant sous l'ancienne aciérie soit liée aux activités de celle-ci, puisque les poussières et donc les MES des eaux rejetées dans cette galerie pouvaient contenir ces métaux.

Cette présence dans les boues sédimentées dans cette portion de galerie nécessitera éventuellement une gestion spécifique si l'État envisage un curage de cette galerie de drainage post-travaux miniers, mais en l'état, elle n'a pas d'impact problématique sur la qualité de l'eau y transitant avant d'aboutir à l'Ondaine (puisque les VLE applicables à nos activités sont très largement respectées) et par conséquent ne paraît pas nécessiter d'action spécifique de notre part."

Afin de préparer une visite d'inspection dédiée, il est demandé à l'exploitant la transmission intégrale des rapports à l'origine de la synthèse communiquée dans le courrier à l'inspection du

29/05/2023 (reçu le 03/07/2023).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2017, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance
<p>Prescription contrôlée : Réseau piézométrique</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée par l'intermédiaire de 5 piézomètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 piézomètres amont hydraulique du site : Piézomètre n°4 et Piézomètre n°15 ; - 3 piézomètres aval hydraulique du site: Piézomètre n°1, Piézomètre n°28 et Piézomètre n°32. <p>Ces prélèvements seront situés conformément au plan situé en annexe du présent arrêté. Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X 31.615. En cas de présence de flottants, leur épaisseur est mesurée et la phase dissoute n'est pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.</p> <p>Constats : En suite de l'observation du point de contrôle 1 (§ II-1-b) de l'inspection du 2 novembre 2020, le rapport n°UID4243-EAR-020-520 précise que "<i>l'exploitant est toutefois invité à entretenir ces piézomètres dans les règles de l'art et notamment de corriger les observations mentionnées par le prestataire dans le rapport relatif aux investigations pour la « recherche de source d'impact en PCE dans les eaux souterraines au voisinage du bâtiment usinage » de février 2019: certains piézomètres sont endommagés ou n'ont pas de bouchon étanche.</i></p> <p><i>L'inspection précise qu'il existe un arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 11 septembre 2003 relatif à la rubrique 1.1.1.0 de la loi sur l'eau qui s'applique à ces ouvrages."</i></p> <p>L'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'aucun des 5 piézomètres utilisés pour le suivi analytique n'est endommagé ; - que le point sur l'ensemble du réseau piézométrique du site fait à l'occasion de la cession à ERAMET,(rapport du 06/11/2020 par le Bureau d'Etudes ERM) dresse un état des lieux du passif environnemental du site. La carte met en évidence deux nouveaux piézomètres. <p>L'inspection demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réalisation d'un bilan sous 6 mois du suivi de l'ensemble des ouvrages du site ; il est assorti d'un plan d'actions (proposition d'abandon dans les règles de l'art ou maintien avec éventuelle réfection/maintenance de l'ouvrage) à mettre en œuvre dans un délai d'un an. <p>Nota : les 5 piézomètres permettant le suivi analytique présentent selon le constat effectué des niveaux de sécurisation très variables. Dans un contexte d'intrusions connues sur le site, ces points de communication avec le sous-sol sont à mettre en conformité (tête des ouvrages).</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise à jour de la BSS du BRGM à cette occasion.
Type de suites proposées : Susceptible de suites